

EDITORIAL

Le gouvernement a présenté ces derniers jours le projet de budget pour l'année 2011.

Deux propositions concernent les collectivités :

La première qui intéresse directement les collectivités locales est le gel des dotations pour les trois années à venir et leur maintien au niveau de l'année 2010.

La commune de Moissac devra assurer son fonctionnement et réaliser des investissements toujours plus élevés avec moins de recettes si l'on tient compte de l'inflation. Sur ces 3 années de 2011 à 2013, pour récupérer l'argent que l'état ne nous versera pas, il nous faudrait à terme avoir augmenté les recettes fiscales - les impôts - de 12 %

Le conseil municipal s'est employé à réduire les charges de fonctionnement de la commune, il peut s'engager à les contenir dans le court terme mais pourra être obligé pour les honorer en cas de hausse, de les répercuter sur le contribuable à moyen terme.

Les investissements sont financés en partie par nos propres fonds, par l'appui d'autres Collectivités Territoriales touchées aussi par des mesures de restriction, par l'Etat et la Communauté Européenne.

Délestée de certaines compétences (PLUI, SPANC, Natura 2000, Tourisme, Développement économique) notre Commune a laissé la possibilité à la Jeune Communauté de Commune de la Cévennes des Hauts Gardons d'appliquer ces augmentations pour s'assurer un minimum de fonctionnement et lancer des projets d'investissement.

La seconde mesure qui impacte nos territoires ruraux est le non renouvellement d'un fonctionnaire sur deux partant à la retraite (31 000 en 2011, 180 000 depuis 2003).

La fonction publique d'état est représentée par le corps enseignant majoritairement dans la petite commune rurale et son Ecole communale. Le maintien de ce service public de qualité est une nécessité, le voir s'amoinrir condamne irrémédiablement le développement de nos territoires. Nous défendons notre modèle français de société ; aussi, la solidarité nationale doit continuer à s'exercer et le soutien de la nation doit nous permettre de surmonter nos difficultés, nous faire progresser, favoriser notre développement économique et accueillir de nouvelles populations.

Pierre Fesquet